



HAL
open science

Logique d'échanges dans l'État Ouzbek post-soviétique

Boris Pétric

► **To cite this version:**

Boris Pétric. Logique d'échanges dans l'État Ouzbek post-soviétique : Factions, protection et nouvelles résistances. *Journal des anthropologues*, 2003, Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines, 92-93, pp.189 - 203. 10.4000/jda.2125 . halshs-01848881

HAL Id: halshs-01848881

<https://shs.hal.science/halshs-01848881>

Submitted on 25 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines

Logique d'échanges dans l'État Ouzbek post-soviétique

Factions, protection et nouvelles résistances

The Logic of Exchanges in the Post-Soviet Uzbek State: Factions, Protection and New Resistances

Boris-Mathieu Pétric



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2125>

DOI : 10.4000/jda.2125

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 189-203

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Boris-Mathieu Pétric, « Logique d'échanges dans l'État Ouzbek post-soviétique », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 24 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2125> ; DOI : 10.4000/jda.2125

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2018.

Journal des anthropologues

Logique d'échanges dans l'État Ouzbek post-soviétique

Factions, protection et nouvelles résistances

The Logic of Exchanges in the Post-Soviet Uzbek State: Factions, Protection and New Resistances

Boris-Mathieu Pétric

- 1 L'éclatement de l'URSS et l'ouverture de la plus grande entité politique du globe au XX^e siècle nous a permis de redécouvrir la diversité des formes sociales de cette aire culturelle. La variété des pratiques politiques en Union Soviétique en fonction des lieux a souvent été minimisée, du fait en grande partie de l'impossibilité d'accéder directement à la réalité sociale. Les soviétologues, en accordant une importance considérable aux institutions et à l'idéologie, ont souvent occulté la complexité du fonctionnement de ces sociétés. Dans les années quatre-vingt, plusieurs scandales politico-financiers ont éclaté au grand jour. Le plus retentissant fut celui de « l'or blanc » en Ouzbékistan. Le 1^{er} secrétaire du PC ouzbek de l'époque, Sharaf Rashidov et le gendre de Léonid Brejnev étaient au centre d'un vaste système de détournement de la production du coton, richesse principale de la république d'Asie centrale. Tout le tissu social était partie prenante dans ce système qui révélait l'existence d'une économie souterraine et de réseaux de solidarité très complexes. Aujourd'hui, cette ancienne république d'Asie centrale soviétique permet d'observer l'articulation d'un lourd héritage soviétique et d'une spécificité, qui renseigne tout autant sur le fonctionnement actuel de cette société que sur la réalité soviétique passée. Dans l'Ouzbékistan post-soviétique, l'État et les institutions qui en découlent, continuent à jouer un rôle primordial dans l'organisation de la société. Et, si le centre moscovite n'existe plus, un nouveau type d'acteurs – les organisations internationales – interagit dans le fonctionnement de ce jeune espace politique.
- 2 Comment accède-t-on aux charges politiques les plus prestigieuses ? Quels sont les ressorts dont disposent les élites pour exercer leur pouvoir ?

Perspective historique : l'indépendance imposée

- 3 Avant d'aborder cette série de questions, il semble nécessaire de revenir brièvement sur les conditions d'accession à l'indépendance de ce jeune État. Contrairement au discours idéologique officiel du pouvoir ouzbek actuel, l'indépendance constitue davantage une volonté de la part de Moscou de se désengager du sud que le résultat d'une lutte populaire pour accéder « aux concerts des nations ». A la fin des années quatre-vingt, de nombreux parlementaires russes s'accordaient à attribuer la faillite du système soviétique aux républiques d'Asie centrale dans lesquelles régnaient des pratiques clientélistes grippant le fonctionnement de la société. Les accords de Bieloviesk signés en juin 1991 sont le prolongement de ces premières discussions polémiques sur les relations entre la Russie et les autres républiques de l'Union. En initiant la formation de la Communauté des États Indépendants (CEI) réunissant la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, ces accords proclament de facto la mort de l'URSS. La souveraineté des républiques d'Asie centrale provient donc davantage d'une décision de Boris Eltsine et de ses homologues ukrainiens et biélorusses dans les faubourgs de Kiev que d'un mouvement collectif d'indépendance nationale. Dans la République ouzbèke, les élites en place, sous l'impulsion du premier secrétaire du parti communiste de l'époque, Islam Abdouganievich Karimov, devenu président de la République d'Ouzbékistan, ont alors dû élaborer un nouvel imaginaire national (Pétric, 2002a) parfois contradictoire car devant exprimer une rupture avec la période précédente tout en préservant une certaine continuité indispensable à la légitimité des élites en place.
- 4 Depuis la prise de Tachkent et de Samarcande qui marque l'instauration du régime colonial russe à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'espace centrasiatique a connu une transformation radicale des frontières spatiales et sociales. Auparavant, l'Asie centrale (Fourniau, 1994) était divisée en trois espaces politiques distincts. Le système politique des Khanats de Kokand, de Khiva et de l'Émirat de Boukhara se fonde sur un type de légitimité dynastique avec des frontières territoriales floues et élastiques. Ces sociétés sont fortement marquées par l'interaction (Subtenly, 1994) entre des populations turciques (*Turk*) qui se sédentarisent progressivement et des populations iraniennes sédentaires (*Tat*). Au XVI^e siècle, plusieurs membres de la dynastie Chaybanides (se réclamant de tribus özbek¹) s'emparent du pouvoir politique (Barthold, 1945) dans les différents États et provoquent de facto une accélération de leur sédentarisation en s'installant progressivement dans la cité. A cette époque se renforce alors l'identité kazakhe qui refuse la domination des Chaybanides et préfère les steppes du nord. L'identité kirghize se manifeste aussi par le refus du pouvoir incarné par la ville et fait le choix de vivre dans les montagnes loin de l'influence de l'État. Les rapports de pouvoir et les relations urbaines (Suxareva, 1962) sont alors fortement marqués par l'interaction entre les nouveaux détenteurs du pouvoir politique et les populations urbaines majoritairement iranophones.
- 5 Le fonctionnement des sociétés centrasiatiques avant l'invasion militaire russe révèle que les différentes identités (ouzbèke, kirghize, tadjike, turkmène, kazakhe) plutôt qu'opposées sociologiquement, sont nées d'un même contexte social et ne sont pas le produit de constructions sociales isolées. Elle résultent d'un rapport où se construit l'altérité (Barth, 1969), dans un contexte politique donné. Les espaces politiques actuels (de type État-nation) ne correspondent pas aux précédents. C'est l'élaboration du système

administratif soviétique qui a donné corps aux espaces politiques actuels à partir d'une distinction nationale séparant Ouzbeks, Tadjiks, Turkmènes, Kirghizes et Kazakhs tout en octroyant un espace politico-administratif à chacun. Ces catégories nationales ont été établies par le comité des nationalités inspiré de l'œuvre théorique de Staline sur la question nationale. Le choix des différentes catégories nationales ne coulait pas de source et certaines formes d'identités ont été privilégiées (Baldauf, 1991) voire inventées au détriment d'autres qui ont disparu (Sart, etc.). Les différents recensements et statistiques, la constitution d'institutions spécifiques (parlements nationaux, partis communistes nationaux, etc.) ont fini par donner une réalité sociologique à ces catégories. Et les intellectuels ouzbeks d'aujourd'hui ont intériorisé ces distinctions nationales et ne remettent pas en cause ce découpage de la réalité sociale. Ces systèmes politiques ne s'appuient donc plus sur une légitimité dynastique mais nationale. De l'unité résidentielle aux circonscriptions administratives, les différents régimes ont contribué à cristalliser des frontières territoriales qui ont désormais une certaine efficacité sociale. C'est ainsi que les délimitations administratives² et le découpage des réalités sociales soviétiques ont finalement servi de cartes cognitives pour penser les sociétés post-soviétiques d'Asie centrale. Les États ouzbek, kirghiz, turkmène, kazakh ou tadjik sont fondés sur les circonscriptions administratives élaborées en 1936 par le pouvoir soviétique. Certains États centrasiatiques, dont l'Ouzbékistan, ont alors tendance à penser aujourd'hui leur histoire comme une série de processus bien distincts des autres groupes nationaux alors que ces populations ont vécu dans un espace social commun au sein duquel elles ne se concevaient pas comme des mondes séparés. L'idéologie nationale ouzbèke actuelle (Karimov, 1994) s'appuie en grande partie sur l'interprétation soviétique de l'ethnogénèse de chaque groupe national.

Le contexte post-colonial : une rupture dans la continuité

- 6 Le passage au statut d'État indépendant ayant été assuré par les élites ouzbèko-soviétiques, il n'y a pas eu de réelle rupture entre les deux ordres politiques. Tant dans le renouvellement des personnes que dans la vision de la construction nationale, les élites ouzbèkes se sont appuyées principalement sur les fondements existants pour légitimer le changement.
- 7 Au niveau des pratiques politiques, à l'époque soviétique si l'adhésion au parti communiste constituait une condition *sine qua non* pour accéder à une position de pouvoir dans la société ouzbèke, l'encartage n'est désormais plus de mise. En revanche, le jeu politique qui se déroulait au sein du parti unique et qui voyait s'affronter différentes factions régionales (Gleason, 1986) pour la conquête du pouvoir, perdure. Dans ce combat, le pouvoir moscovite s'arrogeait le rôle d'arbitre pour répartir cycliquement le pouvoir entre les différentes factions. Au moment de l'indépendance, le parti démocratique populaire a remplacé l'ancien PC ouzbek, mais l'adhésion à ce parti ne semble plus être un facteur indispensable de promotion sociale. En revanche, l'alignement sur le jeu des factions régionales et les relations personnelles qu'il faut y entretenir, constituent toujours le prisme incontournable pour entrer en politique. Après la Perestroïka, c'est un jeune économiste, Islam Karimov qui est à la tête du PC ouzbek. Il tire sa légitimité de son appartenance à la faction « Sambuh » (Samarcande-Boukhara) qui revient au pouvoir après en avoir été écartée pendant plusieurs années (Carlisle, 1986). Son ascension

s'accompagne par un retour aux affaires de sa faction. Cependant, le président entend aujourd'hui reprendre le rôle d'arbitre dévolu à Moscou à l'époque soviétique pour organiser la répartition du pouvoir entre les différentes factions régionales.

- 8 Dans un tel système où l'on ne distingue pas un mandat administratif d'un mandat politique, les nominations et la sélection du personnel politique s'opèrent tout d'abord au sein d'institutions de formation, véritable antichambre du pouvoir. Le fonctionnement de ces institutions éclaire sur la logique spécifique du système politique ouzbek. S'il est indispensable de revendiquer une appartenance régionale pour avoir un poids politique, cette forme identitaire doit impérativement s'articuler avec une formation dans les institutions nationales. Dans le contexte actuel, l'ancienne école du parti rebaptisée université de Diplomatie et la toute nouvelle Académie de la Construction de l'État et de la Société³ constituent deux institutions majeures d'accession au pouvoir.
- 9 Même s'il existe un simulacre d'élections pour choisir la représentation nationale (*Oli Majlis*), l'opinion populaire ne s'y trompe pas, les rapports de force se mesurent ailleurs. De plus, l'hémicycle ne constitue pas un lieu de débat sur la manière de gérer la *polis*. Il n'y a pas non plus de groupes parlementaires qui s'opposent à partir de considérations idéologiques et les lois se pensent et s'élaborent dans l'administration de l'appareil présidentiel cantonnant les députés à un rôle subalterne dans le pouvoir législatif. Peut-on penser pour autant qu'il n'y a pas de jeu politique dans cette société ?

La constitution d'un réseau local : inscription spatiale du don

- 10 A l'image de nombreuses sociétés post-soviétiques, l'État reste l'acteur majeur de la vie sociale. Il continue notamment à exercer un contrôle étroit sur l'éducation et l'économie. Dans un tel contexte, toute promotion sociale est envisagée à travers l'intégration de l'État. Par ailleurs, toute accumulation de biens peut difficilement être investie dans des activités économiques sans tenir compte du contexte politique. Même si des formes embryonnaires d'économie de marché apparaissent dans certains secteurs, toute activité économique est étroitement surveillée par l'État à travers l'arbitraire fiscal et législatif. L'entretien de rapports de protection politique demeure donc essentiel. Qu'il soit fonctionnaire ou non, la richesse la plus importante à constituer pour un citoyen ouzbek reste son capital social : son réseau de solidarité. L'individu s'appuie notamment sur son réseau de solidarité pour intégrer les institutions de formation.
- 11 Ce réseau s'inscrit dans une forte référence à l'espace. Dans une société qui accorde une importance considérable (Arifxanova, 1998) à la communauté de voisinage (*mahalla*), le réseau de solidarité s'y construit et s'y entretient à travers un système périodique de dons et contre-dons complexe (Pétric, 2002b) dont les expressions les plus visibles sont les rites de passages (*toy*, cf. Ismoilov, 1992). La *mahalla* est le lieu d'échange mais le réseau ne se limite pas à des relations familiales ou de voisinage et se forme aussi sur d'autres types de relations (affinités, relations professionnelles, etc.). Lors des *toy*, de nombreux biens sont échangés entre les protagonistes. L'organisation de ces cérémonies ostentatoires entre, pour certains, dans une stratégie politique d'accession au pouvoir. L'organisateur tient généralement un cahier de comptabilité des dons (*sharbatnoma*) qui permet de tirer quelques conclusions sur ces pratiques. La nécessité de noter se justifie pour deux raisons principales : la première est l'obligation de se souvenir et faire un contre-don le jour

venu. Et il faut se souvenir de la valeur donnée car le contre-don si possible devra être supérieur. Cette logique inflationniste, qui permet d'entretenir et d'élargir son réseau de solidarité a des répercussions sur la réalité politique. En effet, un notable impliqué dans ce genre de relations et qui accède un jour à un poste politique n'est plus dans la possibilité de rendre et sa faction commence généralement à se morceler, entraînant périodiquement une certaine circulation du pouvoir au niveau local.

- 12 L'analyse des cahiers de don permet de constater que le réseau de solidarité comporte une très forte coloration régionale. Cette dimension locale s'exprime aussi dans les stratégies matrimoniales où une endogamie régionale est de règle. Cela ne signifie pas que ce réseau se limite à sa localité, bien au contraire, l'appartenance régionale est une carte cognitive que les Ouzbeks utilisent pour se reconnaître dans la société globale, c'est un moyen de se brancher sur un réseau dont les contours donnent l'opportunité de sortir de sa région. C'est par exemple la constitution d'un solide réseau de solidarité local qui conditionne l'intégration d'une institution de formation nationale, vecteur indispensable pour accéder aux plus hautes charges politiques. L'identité régionale est une représentation de la solidarité et du conflit au sein de la société ouzbèke.

Les procédures de sélection : le poids des factions régionales

- 13 Cette dimension s'exprime particulièrement à travers la manière de s'affirmer et de se stigmatiser entre étudiants ou stagiaires de l'Académie ou de l'université. Si l'appartenance ethnique joue un rôle marginal, chaque étudiant affirme ou est renvoyé à son appartenance régionale. Chaque faction régionale renvoie à des stéréotypes renseignant sur la position de chaque faction dans l'histoire et dans la nomenclature sociale. Les « FAN » (Ferghana, Andijan, Namangan) qui se sentent exclus du pouvoir sont féminisés tandis que les « Surqash » et les « Sambuh » sont particulièrement virilisés attestant ainsi de leur participation active au pouvoir politique (Pétric, 2002).
- 14 Au-delà des représentations, l'étudiant se trouve pris dans une logique factionnelle dès son intégration dans l'école. En effet, sans vouloir minimiser l'attention accordée à la qualité des candidats, d'autres logiques se déploient dans la sélection des heureux élus. On constate l'existence de quotas implicites dans les promotions où l'on veille à respecter un certain équilibre entre régions.
- 15 L'Académie est bien sûr au cœur du dispositif politique ouzbek. En formant chaque année une promotion de 120 élèves, elle assure un vivier à la haute administration. Dans un système où l'on ne distingue pas le statut de haut fonctionnaire d'un mandat politique, cette institution joue un rôle clé dans la distribution du pouvoir en formant les principaux responsables politiques (gouverneurs de région, ministères, appareil présidentiel, etc.). Un gouverneur de région (*hokim*) par exemple, incarne l'État car il est nommé par le président dans sa région d'origine et s'appuie donc aussi sur son origine locale pour construire sa légitimité dans sa région d'affectation. L'Académie recrute ses jeunes stagiaires parmi les fonctionnaires travaillant essentiellement à des postes de responsabilité au sein des administrations régionales. Pour intégrer ces institutions, la plupart des étudiants ou des élèves bénéficient d'un protecteur au sein de l'administration régionale (le *hokim* ou son entourage) qui le recommande auprès de l'Académie pour passer le concours d'entrée. L'élève développe parallèlement une

relation personnelle avec un membre du personnel et s'appuie en général sur ce dernier pour faciliter son intégration au sein de l'Académie. Cet intermédiaire, qui peut être un professeur, un membre de l'administration de l'institution, se nomme, empruntant au vocabulaire militaire, le tank (*tanka*). Le *tanka*, généralement originaire de la région natale de l'étudiant lui ouvre la voie pour une intégration définitive au sein de l'administration et le place dans un vaste réseau de solidarité régi par des droits et des devoirs. Le stagiaire est alors placé dans des relations personnelles à l'intérieur de l'administration. Son accès définitif^a « aux ressources » est donc conditionné tout au long de sa carrière par ce type de relations. Le don d'une place dans une institution de formation et par la suite une place au sein de l'administration lie le fonctionnaire à un système de dons et contre-dons à l'intérieur d'un vaste réseau de solidarité.

Logique d'un système factionnaliste : l'appartenance régionale

- 16 Au niveau national, ce type de logique traverse l'ensemble de la société. Dans une société où l'État est à conquérir, les différentes factions régionales se disputent et se répartissent ses différentes institutions. Chaque ministère, institution de formation ont une coloration régionale. Les fonctionnaires ayant donc une légitimité régionale entretiennent alors des relations clientélistes avec les ressortissants de leur régions pour leur donner un accès temporaire ou favoriser leur intégration (comme fonctionnaire) à l'intérieur de l'État. Il se dégage alors une logique spécifique des relations de pouvoir ainsi qu'une nature particulière de l'État. Dans le recrutement des élèves-stagiaires à l'Académie, des quotas régionaux informels caractérisent chaque promotion. L'élève vient en formation à Tachkent avant de repartir dans sa région d'origine. L'État et le gouvernement s'appuient ainsi sur des individus qui ont une double légitimité, celle d'une notabilité locale et celle d'une formation dans une institution nationale.
- 17 Ce système n'est toutefois pas figé car un double jeu organise la circulation du pouvoir. L'omnipotence d'une faction régionale sur une ressource ou un ministère est temporaire et précaire. Par le jeu des révocations, le président assure une certaine circulation du pouvoir.
- 18 Ce jeu politique se déroule dans un contexte inédit pour la société ouzbèke. Le retrait de Moscou a eu pour conséquence le départ de l'arbitre dans ce jeu entre factions. Le président Karimov tente de reprendre ce rôle en se détachant de sa faction originelle. A une autre échelle de la société, la direction d'un kolkhoze, d'une usine ou même d'un ministère était confiée à l'époque soviétique, à un Ouzbek tandis que le numéro deux était un « Européen » (russe, ukrainien, juif, etc.), chargé de surveiller le cadre local. A l'heure actuelle, cette logique cognitive perdure mais le numéro deux n'est plus un Européen. C'est un homme du président appartenant à sa faction (*Sambuh*). A l'Académie, par exemple, le recteur est un homme politique (*Azizkhodjaev*) appartenant à la faction de Tachkent (*Tachkenti*) dans un contexte politique où la faction du président (*Sambuh*) est au pouvoir. Le premier vice-recteur est quant à lui un *Sambuh* et toutes les décisions importantes passent par lui.

Un nouvel acteur : les organisations internationales

- 19 Dans ce jeu de factions, un acteur supplémentaire est entré dans le jeu. L'indépendance ouzbèke s'est matérialisée par l'arrivée massive d'institutions internationales ou d'ONG entendant accompagner les transformations de la société. Dans le domaine des réformes politiques, l'OSCE, le PNUD, l'Union européenne à travers ses projets TACIS, certains projets de la Banque mondiale ont rapidement proposé aux autorités ouzbèkes de les assister dans la réforme de leur institutions politiques afin d'assurer une bonne « transition ».
- 20 Ces différentes organisations internationales deviennent des acteurs à part entière du jeu politique ouzbek, pas seulement comme agent de transformation mais aussi comme enjeu dans une société de don. En effet, il n'y a pas un chef de village qui ne vous parle de micro-crédit de la Banque mondiale ou un ministre qui n'insiste sur la nécessité de trouver un projet de coopération avec une institution internationale pour son ministère. Dans une société où l'ascension politique est étroitement liée à la manipulation des richesses, les organisations internationales et les ONG s'apparentent à des richesses qu'il faut attirer.
- 21 Cette dimension est particulièrement frappante dans le cas d'un projet d'assistance technique financé par l'Union européenne pour réformer l'Académie de Construction de l'État. Le projet TACIS⁵ à l'Académie (1997-98) entendait notamment jouer un rôle dans la mise en place d'un statut de la fonction publique afin de fixer les droits et les devoirs du fonctionnaire. L'adoption de ce statut aurait entraîné une distinction des fonctions politiques et administratives et aurait de facto dissocié une figure du pouvoir s'appuyant sur une légitimité venant de l'État d'une figure du pouvoir ayant une légitimité locale. L'Union européenne n'a pas réussi à imposer cette transformation.
- 22 En revanche, la présence européenne renforce la place occupée par l'Académie dans le dispositif actuel car la logique factionnaliste de recrutement n'a pas évolué. Le projet européen est pris dans ses contradictions. Lors des rencontres formelles, le recteur de l'Académie remercie les Européens pour leur volonté d'améliorer la compétence des hauts fonctionnaires ouzbeks. L'action de TACIS renforce sa conception de l'administration selon laquelle les dysfonctionnements du système politique ouzbek s'expliquent par le manque de compétence technique de ses fonctionnaires et non pas en raison de la nature même du système. L'Union européenne ne fait donc finalement que renforcer la logique d'un système qu'elle pensait pouvoir réformer.
- 23 Par ailleurs, le projet a lui-même été pris dans la logique factionnaliste au sein de l'Académie. En effet, le recteur censé être l'interlocuteur principal du projet n'était pas forcément le détenteur du pouvoir effectif au sein de l'institution. Le premier vice-recteur, appartenant à la faction régionale du président, était en fait le décideur au sein de l'École d'administration. Dans cet univers complexe de fonctionnement, les partenaires ouzbeks font preuve face aux Européens de multiples stratégies de résistance. Ils confortent finalement la logique à l'œuvre dans la société en se « branchant » sur les financements internationaux. Ainsi, un projet devient un enjeu politique pour les différentes factions régionales qui se disputent le pouvoir et la répartition des postes visant à l'appropriation des ressources de l'État et du pays. Ce projet européen, à l'image de la plupart des projets de coopération internationale, se retrouve ainsi pris dans la logique du pays qu'il essaie pourtant de modifier et le renforce finalement malgré lui.

- 24 L'Académie abrite ainsi une multitude de projets de coopération internationale. Le recteur utilise l'Académie comme un territoire dont on lui a octroyé l'usage pour une période momentanée afin d'attirer les financements les plus divers. La location des locaux aux institutions étrangères (Fondation Konrad Adenauer, la fondation japonaise JICA, etc.) aux ONG ou à des entreprises privées étrangères fournit des revenus importants au dirigeant de l'Académie dans sa conquête du pouvoir.
- 25 L'Académie fait en sorte de ne pas assurer une coordination entre les différents bailleurs qui se font concurrence. En l'absence de concertation, il est très fréquent, par exemple, de constater un suréquipement informatique ou technique au sein d'une seule et même institution.

Conclusion

- 26 En voyageant à différentes échelles de la réalité sociale ouzbèke, on constate que l'échange est au cœur de la construction de réseaux de solidarité qui structurent les rapports politiques tant au niveau local que national. Les formes de dons et contre-dons qui ont une forte visibilité dans la *mahalla* au moment des *toy* se prolongent dans le fonctionnement de l'administration. Le jeu des nominations et des révocations s'apparente en effet à des formes de don et de contre-dons car se structure sur de fortes relations personnelles. Dans cette société, un poste au sein de l'administration équivaut à un don impliquant des obligations pour le bénéficiaire. Dans le même ordre d'idées, l'exploitation temporaire d'un ministère ou d'une ressource économique par un chef d'une faction régionale est un don qui implique nécessairement des obligations et aussi une circulation future de ce bien.
- 27 Dans ce jeu du don, l'aide internationale comme l'illustre l'action de l'Union européenne au sein de l'Académie de Construction de l'État et de la Société, en favorisant involontairement l'une ou l'autre des factions, ne parvient pas à s'extraire de ce mécanisme pour le réformer et même, bien au contraire, en renforce la logique intrinsèque.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON B., 1983. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London, New Left Books.

ARIFXANOVA Z.X., 1998. « Rol' Maxalli v vozrozhdenii nacional'nyx tradicii uzbekskogo naroda » [Le rôle de la *mahalla* dans la renaissance des traditions nationales du peuple ouzbek], in *Obcestvennye nauki v Uzbekistane* : 24-31.

BALDAUF I., 1991. « Some Thoughts on the Making of the Uzbek Nation », *Cahiers du monde russe et soviétique*, XXXII(1), janvier-mars : 79-96.

- BARTH F., 1969. « Ethnic Groups and Boundaries », repris in POULIGNAT Ph., STREIFF-FENART J., 1995, *Les théories de l'ethnicité*. Paris, PUF.
- BARTOLD V.V., 1945. *Histoire des Turcs d'Asie centrale*. Paris, Maisonneuve.
- CARLISLE D., 1986. « The Uzbek Power Elite: Politburo and Secretariat (1938-1983) », *Central Asian Survey*, vol. 5(3-4).
- FOURNIAU V., 1994. *Histoire de l'Asie centrale*. Paris, PUF (coll. Que sais-je ?).
- GLEASON G., 1986. « Sharaf Rashidov and the Dilemmas of National Leadership », *Central Asia*, vol. 5(3-4): Pages 133-160.
- ISMOILOV H., 1992. *O'zbek toylari*. Ozbekiston, ed. Tashkent.
- KARIMOV I., 1994. *Istiqlol va Man'navijat* [Indépendance et spiritualité]. Ozbekiston, éd. Tashkent.
- PÉTRIC B.-M., 2002a. *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*. Paris, PUF.
- PÉTRIC B.-M., 2002b. « La mahalla : vecteur de construction d'un imaginaire national », *CEMOTI*, 33 (déc.) : 243-266.
- ROY O., 1998. *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*. Paris, Seuil.
- SUBTENLY M., 1994. « The Symbiosis of Turk and Tajik », in MANZ B. (dir.), *Central Asia in Historical Perspective*. Boulder, Westview Press.
- SUXAREVA O. A., 1962. *Pozdnefeodal'nyj gorod buxara kanca XIX nacalo XX veka* [La ville boukhariote à l'époque médiévale tardive de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle]. Nauka, ed. Tachkent.

NOTES

1. La notion *özbek* est généralement utilisé pour la distinguer de la catégorie nationale soviétique « ouzbèke ».
2. Ce constat rejoint la thèse d'Anderson selon lequel le découpage administratif colonial finit par créer une certaine réalité sociale. Cf. Anderson (1983).
3. Il s'agit d'une école d'administration formant une promotion de 120 élèves par an. A la différence de l'université de Diplomatie, elle s'adresse uniquement à des fonctionnaires.
4. Il existe un autre type d'intermédiaire qui protège des activités économiques ou qui octroie une autorisation ou un privilège administratif temporaire. On le nomme le *to'i* (*krisa*) ou encore la signature (*podpis*).
5. Technical Assistance of CIS countries.

RÉSUMÉS

L'Ouzbékistan, ancienne République musulmane d'Union Soviétique reste fortement marquée par l'héritage du précédent système politique. L'État continue d'exercer un rôle primordial de régulateur social et économique. Dans un système où il n'y a pas de distinction entre mandat administratif et politique, les fonctionnaires jouent un rôle d'intermédiaire entre les citoyens et l'accès aux ressources, étroitement sous contrôle de l'État. Comment devient-on fonctionnaire ?

La logique de sélection des hommes qui ont du pouvoir repose dans un premier temps sur l'acquisition d'une légitimité locale qui se mérite à travers un système de dons et contre-dons. La constitution d'un réseau de solidarité local conditionne la possibilité d'intégrer une institution de formation pour accéder aux plus hautes responsabilités nationales. Au niveau national, les factions régionales se disputent et se répartissent les différentes institutions de l'État. Les fonctionnaires, ayant une légitimité régionale entretiennent alors des relations clientélistes avec les ressortissants de leur régions pour leur donner un accès temporaire ou favoriser leur intégration (comme fonctionnaire) à l'intérieur de l'État. Une logique spécifique des relations de pouvoir ainsi qu'une nature particulière de l'État apparaissent alors. De plus, dans un contexte d'ouverture vers l'extérieur, les multiples projets de coopération deviennent des enjeux dans la lutte entre factions régionales.

Uzbekistan, a former Muslim Republic of the Soviet Union, remains strongly marked by the legacy of the previous political system. The State continues to exercise a key regulatory role in the social and economic spheres. In a system where there is no distinction between administrative and political mandates, state employees (fonctionnaires) play the role of intermediaries between citizens and access to resources which are under strict State control.

How does one become a state employee? The selection of those with power rests initially on the acquisition of local legitimacy which is earned through a system of gifts and counter-gifts. The possibility of getting into a training institution in order to accede to the highest national responsibilities is conditional on the constitution of a local solidarity network. At the national level, region factions contest and share out the different State institutions. Having a regional legitimacy, state employees maintain clientelist relations with those coming from their regions in order to give them temporary access to or favour their integration (as a state employee) within the State. This illustrates the specific logic of power relations and the particular nature of the State. In addition, in the context of an openness towards the outside world, the numerous aid projects are becoming stakes in the struggle between regional factions.

INDEX

Mots-clés : clientélisme, don, faction régionale, Ouzbékistan, pouvoir, réseau, système politique

Keywords : clientelism, gift-exchange, network, political system, power, regional faction, Uzbekistan

AUTEUR

BORIS-MATHIEU PÉTRIC

CNRS – LAIOS